

PRIX DES ANNONCES :
 Annonces, la ligne, fr. 0.50; — Ana.
 financ. (avis d'ass. de soc.), la ligne,
 fr. 1.00; — Nécrologie, la ligne, fr. 1.00;
 — Faits divers (fin), la ligne, fr. 1.25; —
 Faits divers (corps), la ligne, fr. 1.50; —
 Chron. locale, la ligne, fr. 2.00; — Répara-
 tions judiciaires, la ligne, fr. 2.00.

Administration et Rédaction :
 37-39, rue Fossés-Fleuris, Namur

Bureaux : de 11 à 1 h. et de 3 à 5 h.

Les articles n'engagent que leurs auteurs. —
 Les manuscrits non lus ne sont pas rendus.

L'Echo de Sambre & Meuse

PRIX DES ABONNEMENTS :
 1 mois, fr. 2.50 — 3 mois, fr. 7.50

Les demandes d'abonnement sont
 reçues exclusivement par les bureaux et
 les facteurs des postes.

Les réclamations concernant les
 abonnements doivent être adressées
 exclusivement aux bureaux de poste.

J.-B. COLLARD, Directeur-Propriétaire

La « Tribune Libre » est largement
 ouverte à tous.

Les Inscriptions Flamandes vont disparaître des Bureaux de Poste de Wallonie

L'Opportunité d'une vive Campagne Wallonne

Les Inscriptions Flamandes vont disparaître des Bureaux de Poste de Wallonie

Dans un premier article sur le bilinguisme qu'il intitule avec beaucoup de justesse : « Le Sophisme belge de l'égalité des langues », M. Franz Foulon nous rappelle l'origine de ce principe dont le gouvernement du Havre, même après la démission de M. de Broqueville, reste, quoi qu'on en dise, plus que jamais partisan et qu'il menace de nous appliquer à son retour, pour notre salut, avec plus de vigueur que jamais.

Ce fut Georges Lorand, grand propagandiste des institutions belgiques qui préconisa ce principe au premier congrès progressiste et réussit à le faire adopter par ses amis politiques. Cette initiative malheureuse n'est, il faut bien le reconnaître, pas la seule que l'on peut reprocher à Lorand et au parti progressiste. Faut-il évoquer ici, par exemple, le souvenir du vote plural, ce compromis habile, offert à l'heure propice par Nysens aux parlementaires radicaux et accepté bénévolement par eux, ce piège adroit dans lequel fut précipité le parti libéral et qui fut une des causes les plus certaines de sa décadence ?

Il y avait, pourtant, dans le programme du parti progressiste d'autres points empruntés aux Suisses, dont l'adoption eût été plus salutaire pour l'avenir et pour la sécurité du pays que le bilinguisme et le vote plural. Mais ils n'eurent malheureusement pas la même fortune.

Celle du principe de l'égalité des langues fut dans les cas, fort rapide. Peu d'années après son adoption par le parti radical, il se manifesta dans nos sphères gouvernementales, une unanimité complète pour imposer aux Wallons, une contrainte qu'on essayait de justifier par un intérêt national fort problématique.

En réalité, on ne faisait que répondre à quelqu'un que l'on traçassait, que l'on embêtait et qui se rebiffait : « Attends donc un peu, je vais embêter ton voisin tout autant que toi, et de cette façon, tu n'auras plus à te plaindre ». C'est ce qu'on disait aux Flamands, tellement empêtrés depuis toujours dans le bilinguisme qu'on a pu affirmer avec infiniment de raison, que celui-ci était la plaie séculaire des Flandres.

La langue flamande fut donc imposée aux Wallons. Ceux-ci devaient l'étudier à l'école, encore que la connaissance de cet idiome de minime circulation ne put jamais leur être d'aucune utilité publique. Elle fut inscrite au programme des examens d'entrée dans les administrations publiques, où elle n'était également que d'une utilité très relative, la langue française restant toujours la seule langue officielle.

Lorsque par hasard, une application forcée de la loi du 22 mai 1878, concernant l'emploi du flamand en matière administrative, obligeait les services centraux de l'Etat à correspondre en cette langue, des bureaux de traduction, officiellement organisés, étaient chargés de traduire les énonciations, étaient chargés de ronds de cuir de la rue de la Loi et de la rue de Louvain.

Ce n'est que peu d'années avant la guerre que, sous l'impulsion de ministres comme

Helleputte et Segers, l'on vit le flamingantisme prendre dans nos ministères un caractère nettement agressif et menaçant.

Mais où les bureaux officiels flamands purent s'en donner à cœur joie, ce fut dans la traduction des noms de localités aussi bien wallonnes que flamandes, ainsi que dans celle des inscriptions figurant sur les bâtiments de l'Etat. D'un côté, Mons devint Bergen; Braine le Comte, s'Gravenbrakel; Tournai, Donijk; Liège, Luik; Bastogne, Bastenaken, etc.; de l'autre, l'on vit au grand ahurissement des populations wallonnes, accolée aux mots : Gendarmerie Nationale, l'effarante traduction de Nationale Gendarmerie, à côté de Postes, se plaça le vocable harmonieux de Posten, et les lettres s'accompagna de Brievenbus; bureau des postes de Postkantoor; mandat-poste de postwissel; caisse d'épargne de Spaarkas; percepteur de ontvangner; et maintes autres expressions sonnant singulièrement aux oreilles des wallons qui les épelaient d'une manière déconcertante.

Le plus drôle, c'est que les bureaux des différents ministères ne parvenaient pas à s'entendre sur la traduction exacte des mots français et de noms de localités, de telle sorte que le gouvernement se vit obligé de déterminer, dans des ordres de service, les formules officielles qu'il y avait lieu d'employer.

Eh! bien! la vexation inutile de ce bilinguisme éblouant sur tous les pigeons et à l'intérieur de tous les locaux officiels de Wallonie va bientôt disparaître. A l'initiative du ministère des postes et des télégraphes à Namur, un premier pas vient d'être fait dans cette voie.

M. le Président de l'administration impériale des postes et des télégraphes en Belgique a, en effet, décidé que tous les bureaux de poste de Wallonie ne seraient plus pourvus que d'inscriptions en langue française.

Le ministère des postes wallon est chargé de présenter les propositions nécessaires à cette fin.

Dans un délai rapproché donc, les Wallons pénétrant dans un bureau de poste auront le plaisir de ne plus se heurter à des guichets « gesloten », ou à des portes « Verboden toegang ».

Ce sera là un des premiers résultats tangibles de la séparation administrative.

Le public pourra se convaincre par là que celle-ci n'est pas un vain mot, qu'elle n'a pas été faite uniquement au profit des Flamands, qu'il dépend uniquement des Wallons d'en faire sortir à leur avantage tous les effets utiles, mais que pour attendre ce résultat, il convient de ne pas rester passifs, et si faut agir, malgré le tragique de l'heure et le souvenir, en face de l'avenir, du vieux proverbe wallon qui dit que lorsque l'on vous fait cadeau d'un cheval, il ne faut pas regarder à la bride.

Nous publierons demain un article de M. Paul Ruscart.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

« L'Echo de Sambre et Meuse » publie le communiqué officiel allemand de midi et le dernier communiqué français, douze heures avant les autres journaux

Communiqués des Puissances Centrales

Berlin, 26 juin.

Théâtre de la guerre à l'Ouest.

Groupes d'armées du Kronprinz Rupprecht de Bavière.

Au Sud de la Scarpe, hier au matin, plusieurs compagnies anglaises ont attaqué sur de larges secteurs. Prés de Fouchy et Neuville-Vitasse, une contre-poussée les a refoulées.

Dans les secteurs voisins, des poussées de détail se sont écroulées dans notre feu.

Vers le soir, l'activité d'artillerie s'est animée sur la presque totalité du front.

Entre Arras et Albert ainsi que de part et d'autre de la Somme, elle s'est maintenue vive pendant toute la nuit. A plusieurs reprises, de nombreuses reconnaissances ennemies ont débouché; cependant, elles ont été rejetées et ont laissé des prisonniers entre nos mains.

Groupes d'armées du Kronprinz impérial.

Entre l'Avre et la Marne, l'activité d'artillerie s'est passagèrement animée.

A l'Ouest de l'Aisne, des combats dans le terrain devant les lignes nous ont valu des mitrailleuses françaises.

Une attaque séparée ennemie a été refoulée au Nord-Ouest de Château-Thierry.

Groupes d'armées du duc Albrecht.

Au Nord du canal du Rhin à la Marne, des troupes territoriales bavaroises ont fait irruption dans les positions françaises au Nord-Ouest de Bures et en ont ramené 2 officiers et 40 prisonniers.

D'une escadre aérienne ennemie pénétrant le 24 courant à l'Ouest de Soissons jusqu'à l'Aisne, nous avons abattu 5 avions.

Hier, nous avons descendu 12 avions et 3 ballons captifs ennemis.

Le lieutenant Udet a remporté ses 33^e, 34^e et 35^e; le lieutenant Kirstein sa 27^e; le lieutenant Ruhme sa 24^e; le lieutenant Veltjens sa 24^e; et le lieutenant Billik sa 21^e victoires aériennes.

Vienne, 24 juin. — Officiel de ce midi.

La situation créée par les inondations et les conditions climatiques nous ont engagé à évacuer le Montello et quelques secteurs d'autres positions conquises en combattant sur la rive droite de la Piave. Cette évacuation a été ordonnée il y a quatre jours déjà; malgré les difficultés inhérentes à tout changement de rive, elle a été exécutée de telle sorte que nos mouvements sont restés complètement cachés à l'ennemi.

Certaines des lignes déjà évacuées ont été hier l'objectif de l'artillerie italienne qui, à certains endroits, les a prises sous un feu roulant.

L'infanterie ennemie a aussi attaqué les tranchées que nous avions abandonnées; elle a été repoussée par le feu de nos canons à longue portée.

Berlin, 24 juin. — Officiel.

Les constatations suivantes, faites du 27 mai au 3 juin par un corps d'armée allemand massé sur l'Aisne, montrent nettement combien peu de crasse méritent les informations de la Presse de l'Entente sur la prétendue supériorité numérique des Allemands sur le front de combat; elles prouvent, en outre, combien sont graves les pertes de l'ennemi. Pendant les sept jours dont il s'agit, pas moins de dix divisions françaises d'infanterie et de cavalerie

ont été mises en ligne dans le secteur défendu par notre corps d'armée; à ces divisions, il y a encore lieu d'ajouter une brigade territoriale.

Nous avons fait prisonniers 273 officiers et 10,862 hommes dans ce seul secteur.

Dès le 31 mai, le haut commandement de l'armée française a été forcé de retirer quatre divisions éprouvées par le combat du secteur situé en face de notre corps d'armées; parmi ces divisions se trouvaient la 22^e division d'infanterie, dont les pertes en morts et en blessés s'élevaient à 60 p. c., et la 43^e division d'infanterie, dont le bataillon de chasseurs n° 1 a été détruit le 28 mai et dont d'autres compagnies ne sont retournées qu'avec un effectif de 10 hommes.

La grande dispersion des effectifs ennemis résulte du fait que pas moins de 12 régiments de cinq différentes divisions françaises ont été signalés le 25 mai en face du corps allemand.

Le 2 juin, la 2^e division de cavalerie a perdu 70 p. c. de son effectif. Le 27 mai, nous avons capturé sans combat la 173^e brigade territoriale.

Communiqués des Puissances Alliées

Paris, 25 juin (4 h.).

Au Nord de l'Aisne, après un violent bombardement, un combat à la grenade s'est engagé dans les ouvrages conquies hier par nous au Nord-Est de Leport.

Notre front a été intégralement maintenu. Actions d'artillerie assez vives dans la région de Faverrilles et de Gorcy.

Nous avons exécuté en Woivre et en Lorraine trois coups de main qui nous ont valu une vingtaine de prisonniers.

Paris, 25 juin (11 h.).

Entre l'Oise et l'Aisne, des coups de main nous ont procuré des prisonniers.

L'activité de l'artillerie a été vive dans différents secteurs au Sud de l'Aisne, notamment dans la région de Sully-la-Poterie.

Londres, 24 juin. — Officiel.

Nous avons exécuté hier soir une heureuse opération au Sud de Meteren; nous avons tué un grand nombre de soldats allemands, fait 50 prisonniers et pris 10 mitrailleuses. Nous avons atteint tous nos buts et avancé notre ligne.

Sur d'autres secteurs du front, nous avons infligé des pertes à l'ennemi et fait quelques prisonniers au cours d'attaques prononcées la nuit et d'engagements entre patrouilles.

Des troupes françaises ont exécuté hier soir une heureuse attaque dans le secteur de Loch et fait quelques prisonniers.

Par ailleurs, rien de spécial à signaler.

Rome, 24 juin. — Officiel.

La journée d'hier a couronné notre victoire. Refoulé sur la Piave dans un secteur de plus en plus étroit et bombardé sans relâche par notre artillerie et par nos aviateurs, l'ennemi, après s'être maintenu désespérément pendant quelques heures, a commencé la nuit du 23 au 24 juin à se retirer sur la rive gauche de la Piave.

Sa retraite, exécutée sous le feu meurtrier de nos canons, a continué hier sans la protection d'une violente action de mitrailleuses et de troupes de couverture; celle-ci, tironnées par nos troupes et après une résistance acharnée, ont été refoulées.

A l'exception d'un petit secteur situé près de Musillo, où le combat continue, le Montello et la rive droite de la Piave sont de nouveau en notre pouvoir. Jusqu'à présent, nous avons compté 4,000 prisonniers.

Une grande quantité d'armes et de matériel de guerre de tout genre est tombée entre nos mains.

Le nombre extraordinaire de soldats autrichiens tués qui jonchent le champ de bataille témoigne de la vaillance et de l'esprit de sacrifice dont l'ennemi a fait preuve.

Même dans l'Ouest de l'Oural, de petits territoires se sont agglomérés en Etats et se sont efforcés de constituer la République transcaucasique, en vue d'augmenter par leur union leur force de résistance.

La Turquie s'est vue forcée, en ces derniers temps, pour des raisons d'ordre stratégique intéressant la haute Mésopotamie, d'utiliser la ligne de chemin de fer Batoum-Tiflis et d'établir une étape à travers le Nord d'Azerbaïdjan, vers le Tigre.

Dans sa marche en avant, l'extrême aile gauche des troupes a, pour des raisons de sécurité, occupé des territoires étendus, que la Turquie, toutefois, n'a pas l'intention d'occuper définitivement ni d'annexer.

La marche en avant des troupes turques vers le Caucase est arrêtée, et les modalités de la réglementation des questions caucasiennes futures seront fixées par la Conférence qui se réunira à Constantinople.

L'Etat de Géorgie nous a envoyé son ministre des affaires étrangères, et de notre côté nous avons envoyé le général von Kretz en mission diplomatique à Tiflis.

En ce qui concerne les îles d'Aland, un accord diplomatique a été conclu stipulant le démantèlement des fortifications.

Au sujet de l'avenir de ces îles, dont la neutralité doit être garantie, il n'a pas encore été pris de décision finale.

Le Danemark, la Hollande et la Suisse — car il faut que je parle de ces trois Etats voisins et amis — ont fait connaître leur volonté ferme et leur résolution inébranlable de maintenir leur neutralité.

Tous droits de l'autre part, fait preuve de philanthropie et de cœur, en soutenant de toutes leurs forces les œuvres qui ont pour but d'alléger les souffrances des blessés et des prisonniers, et ont mis généreusement leur pays à la disposition des belligérants pour y tenir leurs conférences.

C'est ainsi qu'après la Conférence si bien réussie qui eut lieu en Suisse et qui amena l'échange des prisonniers entre l'Allemagne et la France, une Conférence se tient en ce moment à La Haye qui discute l'échange des prisonniers et internés civils entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Cette Conférence a déjà obtenu un premier résultat en faisant abandonner le projet infâme de la déportation des Allemands résidant en Chine.

L'Espagne, de son côté, a déployé les plus grands efforts pour maintenir sa neutralité, de telle sorte

qu'il n'y a pas lieu de craindre que cette neutralité soit mise en péril dans un avenir prochain...

En Amérique, quelques petits Etats sont passés du côté de nos adversaires sous la pression des Etats-Unis. Il me plaît de caractériser la politique de l'Empire par le fait qu'elle s'efforcera de rendre à l'avenir impossible l'entrée d'un plus grand nombre d'Etats neutres dans l'Entente.

En passant de la situation politique à la situation militaire, je ne vous apprendrai rien des opérations en France qui ne vous soit connu.

Vous savez que notre armée, sous la conduite des chefs généraux que Dieu nous a donnés, marche de victoire en victoire.

L'initiative des opérations repose entièrement entre les mains du commandement supérieur allemand, de telle manière que nous avons tout espoir que l'été et l'automne qui viennent verront s'accomplir de grandes choses.

L'armée austro-hongroise a prononcé une nouvelle offensive, qui donne des résultats appréciables et retient sur son front des forces importantes des Alliés ennemis.

Le plus long jour de la quatrième année de guerre est passé, et jetant un regard sur les événements passés, on se demande si, d'après une estimation humaine, la guerre pourrait encore durer tout l'automne et tout l'hiver et se continuer au cours de l'année qui vient.

L'opinion publique s'imagine que la longue durée de la guerre est une nouveauté et une surprise. On se berçait de l'illusion qu'une longue guerre était impossible dans les circonstances actuelles.

C'était là une grave erreur.

Le feldmaréchal comte de Moltke disait dans cette enceinte le 14 mai 1890 :

« Si la guerre, qui depuis dix ans reste suspendue sur nos têtes telle une épée de Damocès, se déclanche quelque jour, on ne peut en prévoir la durée... »

Depuis que le maître de la stratégie allemande a fait cette déclaration, la situation s'est compliquée du fait que la puissance qui prendrait part à la guerre ont développé considérablement leurs préparatifs et que des grandes puissances transocéaniques comme le Japon et les Etats-Unis ont été impliqués dans le conflit.

Il est donc humainement impossible de dire quand cette guerre se terminera.

Avant d'envisager des éventualités de paix, il faut considérer les raisons politiques qui sont de nature à hâter l'ouverture des négociations.

Mal m'appuyant sur ces faits, il me faut dire que, malgré le succès éclatant de nos armes, aucun indice ne se remarque chez nos adversaires qui puisse faire entrevoir des leurs de paix ou des dispositions à entrer en composition avec nous.

Jusqu'à présent, nos ennemis n'ont fait aucun pas qui puisse être comparé à l'offre de paix allemande ou à la note du Pape.

Et à en juger par les déclarations de nos adversaires, il n'apparaît pas que dans ce sens une leur d'espoir puisse venir illuminer ce drame obscur.

M. Balfour a ressuscité l'autre jour la vieille légende qui prétend que l'Allemagne a déclenché la guerre pour conquérir l'hégémonie du monde.

Cette légende ne gagne pas en véracité au fait d'être répétée.

Aucun homme intelligent ne croira en Allemagne que l'hégémonie du monde puisse être conquise par le déclenchement d'une guerre européenne.

Le peuple qui s'y laisserait tromper verserait la dernière goutte de son sang dans une lutte vaine d'où il sortirait véritablement écopé.

Cette guerre se montre de jour en jour davantage comme l'œuvre de la Russie, comme l'œuvre de la politique extérieure inconséquente des sphères dirigeantes russes d'avant la révolution.

Une mesure que nous étudions la préhistoire de cette guerre, nous sommes de plus en plus convaincus que la puissance qui a voulu la guerre et la déclenchée est la Russie; que, des autres puissances, la France a joué un rôle marquant en encourageant la Russie dans son action et que, dans la politique anglaise, il y a des côtés très obscurs, notamment dans l'attitude du gouvernement anglais avant la déclaration de guerre, confortant la Russie dans son projet ténébreux.

De tout ceci, les preuves abondent dans les documents qui ont été publiés. Voilà pour ce qui concerne la responsabilité.

De son côté, l'Allemagne n'a jamais songé un seul instant à déclencher la guerre et, moins encore, elle s'est imaginé que cette guerre lui apporterait la suprématie en Europe. Elle était loin de songer à l'hégémonie mondiale.

Au contraire, la politique allemande s'est efforcée d'aplanir pacifiquement les difficultés en Orient et de régler de la même manière les questions coloniales.

Rien dans notre histoire n'autorise à supposer que nous eussions intérêt en ce moment à déclencher la guerre ou à contribuer à faire éclater un conflit.

Juste qu'il est utile et nécessaire de dire et de répéter non seulement que l'affirmation émise par M. Balfour est une duperie, mais qu'elle constitue une diffamation.

Et je tiens à déclarer de mon côté, simplement et catégoriquement, ce que veut l'Allemagne.

Nous voulons pour le peuple allemand — et aussi pour nos alliés — et ce dans les limites qui nous sont tracées par l'histoire, une place dans le monde qui lui garantisse une vie libre, forte et indépendante.

Nous voulons au delà des mers posséder des territoires auxquels nous donnons droit la place que nous occupons dans tout le monde, notre richesse et les aptitudes coloniales dont nous avons fait preuve.

Nous voulons la mer libre pour transporter aux quatre coins de l'univers les produits de notre commerce et entretenir nos relations économiques.

Voilà dans leurs grandes lignes, les buts que nous poursuivons et dont la réalisation constitue une question vitale pour l'Allemagne.

Déjà dans un discours antérieur, j'ai eu l'occasion d'être en ce qui concerne le projet infâme de la déportation des Allemands résidant en Chine.

Je n'ai exprimé antérieurement l'avis qu'à part cela de nombreuses questions pourraient faire l'objet de nos délibérations, et je crois qu'il en est encore ainsi à l'heure actuelle.

On nous reproche constamment du côté anglais de n'avoir pas consenti à faire, sur l'injonction de l'Angleterre, connaître nos intentions définitives en ce qui concerne la Belgique.

Ici encore, il y a une grande différence entre la manière de voir du gouvernement impérial et celle des hommes d'Etat anglais.

Nous considérons la Belgique comme une question faisant partie d'un ensemble d'autres questions.

Cependant, nous devons refuser de faire, dans la question belge, des déclarations qui nous lieraient

Discours de M. von Kühlmann

A la séance du Reichstag du 24 juin, M. R. von Kühlmann, ministre d'Etat, a prononcé le discours suivant :

« Me conformant aux traditions parlementaires, j'ai l'honneur de vous exposer dans les grandes lignes la situation politique de l'Empire. »

Le comte Czernin, le représentant distingué de la politique extérieure de la monarchie danubienne, notre ami et notre allié, a pris sa retraite pour des raisons de politique intérieure.

C'est avec un sentiment de profonde reconnaissance que je rappelle l'amitié qu'il nous a toujours témoignée.

Son successeur est le comte Burian, un diplomate avisé dont l'amitié fidèle et l'attachement à l'alliance avec notre pays nous sont de sûrs garants pour l'avenir. Il nous sera donné de continuer avec lui l'œuvre féconde que nous avons commencée avec le comte Czernin en vue d'apporter une solution avantageuse à toutes les questions qui intéressent nos deux pays.

Depuis l'arrivée aux affaires du comte Burian à un lieu au grand quartier général une entrevue des deux empereurs qui aura une influence considérable sur les rapports futurs de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et à laquelle il convient donc d'attacher une importance exceptionnelle.

Les deux monarchies se sont attachées à consolider l'alliance existante et à l'élargir encore, au triple point de vue politique, militaire et économique. Les bases de cette extension de notre alliance, discutées lors de la visite à Berlin du comte Burian, seront soumises à un nouvel examen à l'occasion de la visite du chancelier de l'Empire à Vienne.

En ce qui concerne la Bulgarie, les événements qui viennent de se produire ont resserré les liens politiques qui nous unissent à elle. Nous regrettons tous que le distingué représentant de la politique bulgare, M. Radouloff, ait été forcé par des motifs d'ordre intérieur d'abandonner le pouvoir, mais ce changement de personnel gouvernemental n'aura aucune influence sur la politique extérieure de la Bulgarie.

Le traité de paix de Bucarest a laissé sans solution, en créant le condominium du Nord de la Dobrouïtza, une question de grande importance sur laquelle nous délibérons encore en ce moment.

Je crois pouvoir me borner à rappeler mes déclarations antérieures à son sujet.

Important non entré en fonctions, aucun événement depuis n'est produit en Turquie.

Les questions qui intéressent en ce moment au plus haut point notre diplomatie sont la solution de la question de la Dobrouïtza, la réglementation des territoires formant les marais de la Maritza et celle des territoires caucasiens; les deux premiers seront résolus à bref délai, au mieux des intérêts des parties intéressées, et très prochainement se réunira une conférence qui règlera définitivement les questions pendantes entre la Quadruple et les populations du Caucase.

Les événements qui se sont produits en Russie en ces derniers temps ont accaparé, eux aussi, l'attention des diplomates.

Ainsi que j'ai eu l'occasion de le faire remarquer dans une autre enceinte, le colosse russe a subi, sous l'influence de fermentations de nature nationale et sociale, des dislocations intérieures d'une ampleur telle que l'histoire n'avait jamais eu à en enregistrer de cette importance. Il est impossible d'admettre que de l'effervescence au sein de laquelle s'agitent et se contrebalancent tant de forces contraires et dont le premier résultat a été l'abolition du tsarisme, puisse sortir dès aujourd'hui un régime d'empire durable, nos relations avec le ci-devant empire des tsars doivent, par suite, être empreintes de la plus grande prudence; il s'impose que nous fassions montre, en matière d'événements russes d'ordre intérieur, de la réserve la plus discrète.

Sous l'action des fermentations intérieures, le bloc russe s'est dissous en une série de nouvelles formations particularistes.

La Finlande est en bonne voie de se constituer en Etat autonome, grâce à la haute culture qui la caractérise, grâce aussi à nos troupes, qui ont, sans aucun doute, contribué, encore que dans des proportions limitées, à créer la situation qui se présente actuellement dans ce pays.

Espérons et souhaitons que le nouvel Etat se développe à l'intérieur en force et en puissance.

Le traité de paix de Brest-Litovsk a définitivement séparé de la Russie la Courlande et la Lithuanie.

La situation très compliquée née de l'effondrement de l'Empire, qui nous fait désirer et nous impose même la nécessité d'en finir avec le problème à l'Est, nous incite à conclure la paix telle qu'elle est sortie des délibérations.

Nous avons dû nous décider à venir au secours des provinces d'Esthonie et de Livonie, d'y faire cesser le règne de la terreur que les troupes y avaient inauguré et d'y substituer un régime d'ordre et de tranquillité.

Les habitants de ces provinces ont, dans leur détresse, eu recours aux autorités supérieures allemandes.

Le gouvernement de l'Empire a adopté dès le début pour point de vue que la première chose à faire en ce qui concerne la reconnaissance diplomatique des nouveaux Etats détachés du ci-devant Empire russe était d'entrer en pourparlers avec le gouvernement des Soviets et de s'entendre avec lui sur les modalités de la reconnaissance de l'autonomie des nouveaux Etats. Le cas qui nous occupe n'a pas fait exception à cette règle.

sans que nous puissions établir les limites de notre engagement.

Au surplus, M. Balfour a déclaré que nous ne devons pas nous imaginer que l'accord au sujet de la question belge soit de nature à épouser les exigences de l'Entente et de l'Angleterre.

Il s'est bien gardé d'aborder les points au sujet desquels il a à faire valoir des vœux ou des exigences.

Ses paroles s'adressaient avant tout à Paris et ses vœux allaient au-delà de la Méditerranée, jusqu'aux territoires occupés de la Palestine et de la Mésopotamie.

Et alors apparaît peu croyable l'affirmation que l'Angleterre se serait saignée à mort et aurait dépensé tant de milliards sans entrevoir un avantage territorial.

Ainsi qu'il a été déclaré déjà par le chancelier de l'Empire, la cause de la paix ne sera pas avancée par les déclarations qui pourront retentir du haut des tribunes. Il ne faut pas en attendre des résultats.

Dans cet ordre d'idées, nous pouvons faire nos vœux les plus sincères pour que la date du 16 mai. Il suffira de remplacer dans le texte : « le gouvernement anglais » par « le gouvernement impérial ».

Et alors on lit : « Le gouvernement impérial ne veut pas fermer l'oreille aux propositions de paix honorable qui pourraient nous être faites, d'où qu'elles viennent, à condition que ces propositions soient basées sur des faits concrets. Je vous assure que celui qui ferait ces propositions ne frapperait pas à la porte d'un soldat ».

C'est donc clair et net. Nous pouvons de notre côté faire la même déclaration, attendu qu'elle est entièrement conforme à notre politique.

Quand le moment sera venu où les peuples qui sont en guerre se décideront à entrer en pourparlers, il faudra attendre que la décision finale soit apportée par les armes sans intervention diplomatique.

Aussi longtemps que l'on considérera toute offensive de paix de l'adversaire comme un piège, comme une fausse manœuvre pour semer la discorde et la zizanie entre alliés, il ne sera pas possible que des échanges de vues puissent se produire qui conduisent à la conclusion de la paix.

Sans cet échange de vues, en présence de l'extension qu'a prise la guerre et du nombre de peuples qui y sont intéressés, tant en Europe qu'au delà de l'océan, il faudra attendre que la décision finale soit apportée par les armes sans intervention diplomatique.

Notre situation sur les champs de bataille, nos réserves incalculables en moyens militaires, la situation et l'énergie du peuple dans notre pays nous permettent de tenir ce langage.

Nous espérons que nos adversaires voudront bien se convaincre qu'en présence des moyens d'action qui sont à notre disposition, tout espoir de nous vaincre doit être abandonné et qu'il ne constitue qu'un rêve, une illusion, et qu'ils nous feront des offres de paix qui sont conformes à la situation et répondent aux nécessités vitales de l'Allemagne.

DERNIERES DÉPÊCHES

Dépêches de l'Agence de Wolff. (Service particulier du journal.)

Berlin, 25 juin. — Officiel. Nouveaux succès de nos sous-marins dans la zone barrée autour de l'Angleterre. Des navires coulés, 3 vapeurs armés ont été torpillés au milieu de convois puissamment protégés au large de la côte orientale de l'Angleterre.

Paris, 25 juin. — Le « Journal du Peuple » prétend savoir de bonne source que M. Vandervelde, chef des socialistes belges et président du Bureau socialiste international, a l'intention de conférer à La Haye avec des socialistes allemands et autrichiens. Le « Journal du Peuple » ajoute que les délégués autrichiens ont accepté de se rendre à l'invitation de M. Vandervelde, mais que l'on ne connaît pas encore la réponse des délégués allemands.

Paris, 24 juin. — L'Agence Havas apprend de Washington que la Chambre a adopté un projet de loi prévoyant la déportation des sujets ennemis.

Londres, 24 juin. — Les journaux apprennent de Washington que M. Wilson a autorisé l'envoi en Europe d'une délégation socialiste favorable à la continuation de la guerre. Cette délégation s'est engagée à s'opposer à la participation de délégués socialistes allemands et autrichiens à la Conférence de Berne.

Abo, 24 juin. — Du « Hufvudstadsbladet » : — L'appel désespéré du gouvernement maximaliste dit que la situation est extrêmement dangereuse. Le gouvernement sibérien s'est emparé de Michel Romanof et a l'intention de le proclamer empereur. En outre, il a saisi les stocks de charbon destinés à la Grande-Russie.

Stockholm, 24 juin. — Les bolchevistes ont remporté la victoire aux élections pour le Soviet qui ont eu lieu dans les usines Poutilof.

Brunswick, 24 juin. — De violentes tempêtes de neige ont sévi dimanche dans la Harz ; sur le Brocken, la neige a atteint à certains endroits plusieurs pieds.

Le Manifeste du « Raad van Vlaanderen »

La « Gazette de Cologne », qui partage souvent le point de vue du gouvernement, reçoit au sujet du manifeste du « Raad van Vlaanderen » publié à la date du 25 juin 1918, dans le n° 14 de l'« Echo de Sambre et Meuse », la correspondance suivante : Comme but politique, le manifeste vise la création d'un état flamand possédant son propre parlement, sa propre administration et ses propres magistrats. Il est hors de doute que dans ces conditions le peuple flamand obtiendrait une garantie réelle de ce que l'ancien état de choses si néfaste pour le caractère de la race flamande ne se renouvèle pas, situation que le gouverneur général, baron von Falkenhausen, a traitée, dans son discours du 7 mars 1918, des paroles suivantes : « Nous devons empêcher que la cause flamande en Belgique retombe dans la même situation qu'avant la guerre ! »

Le « Raad van Vlaanderen » a incontestablement raison en qualifiant dans le manifeste

le peuple flamand de « déshérité » et d'« opprimé ». L'ancienne Belgique était un état qui renfermait deux races se distinguant complètement par leurs langues et leurs cultures, les Flamands et les Wallons.

Dans cet état, la race romane, numériquement inférieure, avec l'aide française, a usurpé la domination sans égard aux désirs de la partie germanique du pays et en a fait, dans toute l'acception du terme, un rempart pour la France.

Les intérêts de la culture française dominaient la Belgique, les intérêts politiques et économiques de la France y étaient décisifs.

Une Flandre libre et indépendante serait une garantie sûre contre le retour de cet état de choses.

Une organisation politique, comme la Belgique de 1830, ne donne sous la forme existante depuis lors à aucune des deux nationalités la possibilité de développer indépendamment et sans être entravée par l'autre son caractère national.

Nécessairement, l'une des deux parties sera opprimée par l'autre. Aussi faut-il pour le salut politique et national des deux races, tant des Wallons que des Flamands, envisager une séparation dépassant celle opérée par la séparation administrative.

Une telle autonomie n'empêcherait naturellement pas que les deux Etats entreraient dans une union qui leur permettrait de régler par une législation commune les affaires qui nécessitent surtout à cause des relations économiques étroites une réglementation commune.

Une solution à l'instar de l'Autriche-Hongrie serait peut-être possible. Par une réglementation dans ce sens, l'Allemagne aurait obtenu « une garantie réelle », à tel point que, effectivement, l'influence française dans la ci-devant Belgique serait réduite. Cela constituerait aussi une des garanties absolument nécessaires pour l'Allemagne, citées par le comte Hertling dans son discours du 25 février dernier, garantie qui empêcherait que ce pays ne devienne plus mais le champ de déploiement des armées de nos ennemis.

Une Flandre libre, fondée sur une base germanique, aurait le même intérêt vital que l'Allemagne de tenir écartées de ses frontières des armées françaises ou anglaises.

Or, sous le rapport économique, une telle Flandre indépendante aurait par la nature même des choses besoin de s'appuyer sur l'Empire allemand. Des conditions inébranlablement précises du traité de paix devront faciliter ce penchement et l'assurer d'une façon permanente.

Elles devront comprendre aussi la Wallonie, des forces économiques de laquelle ni l'Allemagne ni la Flandre ne voudront ni pourront se passer.

L'Allemagne doit appuyer sur la réglementation de ses relations économiques à plus forte raison que ses adversaires s'apprêtent à poursuivre la guerre économique après la conclusion de la paix, comme ils l'ont décidé dans la conférence économique de Paris et comme ses hommes d'Etat le proclament toujours à nouveau.

Cela n'empêche pas que les deux Etats arrangent leur vie intérieure à leur gré. Pas d'annexion, pas de germanisation forcée, non, une Flandre libre et flamande, s'appuyant étroitement dans son économie sur son hinterland naturel, l'Allemagne.

Voilà le but vers lequel il faut tendre, qui servira le salut de tous les intéressés.

Petites Chroniques

DE-CI, DE-LA

S'il y a — comme me l'affirment de très braves gens — un bon Dieu, je lui dois un fier cantique d'action de grâce : il vient, en effet, de me favoriser, comme gage de sa sollicitude paternelle, d'un abcès à la gorge, qui, entre autres avantages, m'empêche de griller mes cigarettes et me rend tout travail difficile.

— Du repos, me dit ce bon docteur qui n'a pas l'air de se douter que le pain est cher, l'époque passionnante, du repos le plus possible.

Et voilà pourquoi les lecteurs de l'Echo de Sambre et Meuse n'ont pas trouvé ces derniers jours leur DE-CI, DE-LA quotidien. Les uns — mes adversaires politiques, et certains de mes « bons amis » — s'en réjouissent sans doute ; d'autres — du moins, me le suis-je laissé dire — veulent bien le regretter.

A tous, je dois une explication.

Me voici en règle.

J'ajouterai que l'abcès en question me chiffonne d'autant plus que j'aurais voulu commenter, comme ils le méritent, les événements de ces derniers jours, tels que la nouvelle proclamation du Conseil de Flandre, sur laquelle j'attire, en passant, l'attention de mes

collègues du « Comité de défense de la Wallonie », — l'article de mon vaillant ami Georges Laforêt, le militant socialiste dinantais bien connu — le fait, à peine croyable, que M. Lloyd George se propose d'établir dans tout l'Empire anglais un régime fédératif...

Mais il faut savoir s'incliner devant les ordres d'En Haut et, quand il vous tombe du ciel une « tuile » comme celle que je viens de recevoir, sourire de la même manière que si l'on vous envoyait une livre de dragées.

Tout de même, il faut encore que j'en acquière l'habitude. P. R.

L'Opportunité d'une vive Campagne Wallonne

Tandis que les Flamands dont la propagande vigoureuse ne connaît pas un instant de défaillance, voient leurs efforts couronnés de succès par l'approbation de plus en plus unanime de la masse, par le rapprochement de jour en jour plus sensible des députés et des chefs flamants, on en est toujours, chez nous, à discuter l'opportunité de la campagne séparatiste.

Sans doute des vaillants se démènent de toutes leurs forces, des journaux ont vu le jour, des brochures bourrées d'arguments sont répandues, des cercles sont fondés de ci, de là, mais la propagande parmi le peuple n'a pour ainsi dire pas commencé.

La raison en est que nos députés, nos chefs-ouvriers, ceux-là desquels devrait venir le plus grand effort, se tiennent prudemment à l'écart ; mieux, boycottent le mouvement qui pourrait amener sur le pavés d'autres hommes, aussi éminents qu'eux, plus qualifiés peut-être pour résoudre les problèmes sociaux.

Et c'est là leur grand, leur seul principe : la crainte de la perte du mandat, de la sinécure dorée, de l'avenir assuré... Car c'est en vain que ces gens arguent de l'opportunité du mouvement, de la présence de l'ennemi, etc... (D'ailleurs, le Gouvernement du Havre n'incline-t-il pas vers les concessions aux Flamands?)

Une simple petite comparaison leur ferme la bouche : le blessé qui se meurt de souffrances, ou seulement de faim ou de soif, repousse-t-il les soins, la nourriture, la boisson que lui offre un ennemi compatissant ?

Et que l'on ne crie pas à l'exagération, à la non adaptation de notre comparaison : la Wallonie, c'est la blessée de toujours.

Que d'écrivains en vedette, d'orateurs talentueux, d'hommes politiques éminents nous ont dépeint en des phrases enflammées la vie languissante de nos meilleurs établissements d'instruction ou d'apprentissage, de nos plus belles œuvres sociales, boycottées par le Gouvernement centralisateur et réactionnaire contre la volonté des conseils provinciaux ; combien ont montré l'oppression du prolétariat wallon, de la race qui « se meurt » parce qu'on lui refuse la quantité d'aliments matériels et spirituels nécessaires à son libre développement.

Faut-il rappeler la lutte sournoise mais enragée du Gouvernement contre l'Ecole des mines de Mons, l'Université du travail de Charleroi et tutti quanti ?

Avant la guerre, la séparation administrative, l'autonomie de la Wallonie étaient indispensables il y allait du salut du pays wallon. C'était l'avis de tous nos bons anticléricaux.

Le terrible conflit actuel éclate et voilà que brusquement on nous chante une autre antienne, que tout change, et le péril maintenant est, paraît-il, de réclamer la séparation, d'accepter la solution décriée par un ennemi clairvoyant, désireux de faire disparaître toute trace de lutte intestine dans un pays qui l'occupe, désireux aussi de se faire « bien venir » en faisant droit aux desiderata légitimes des populations, et d'accorder aux frères de race flamands l'autonomie tant désirée.

Et encore pourrait-on ergoter sur ce mot « ennemi ».

Personne n'ignore, en effet, que depuis Anvers ce n'est plus pour la Belgique uniquement ou même principalement que nos braves se battent et meurent...

Mais ne nous égarons pas. Il semble qu'un mot d'ordre ait circulé, mystérieux mais impératif, parodiant les paroles de St-Remy lors du sacre de Clovis, roi des Francs : « Brûles ce que tu as adoré, adores ce que tu as brûlé ». Et c'est ainsi que la séparation est devenue un danger, que l'unité est devenue un dogme...

Admette qui voudra ce changement d'attitude intéressé ; quant à nous, nous restons fidèles au programme wallon de tous temps. On nous donne la solution que nous réclamons ; nous l'acceptons de la main qui nous l'offre et nous disons « merci » au donateur.

Et nous crions bien fort, plus fort et plus haut que jamais, malgré tout : « Vive la Wallonie libre de demain. » G. ACQUIER.

L'avocat de la couronne continua :

Il ferait comparaître un témoin qui prouverait que Whyte était ivre ce soir-là et qu'il avait suivi Russell street dans la direction de Collins street, le cabman Royston certifierait le fait que le prisonnier avait hélé son cab et après s'être éloigné quelques instants, il était revenu et monté dans la voiture avec le défunt ; il certifierait aussi que le prisonnier était descendu à moitié route et qu'à l'arrivée du cab à la jonction, il avait découvert que le défunt avait été assassiné.

Le cabman Rankin prouverait qu'il avait conduit le prisonnier de la route de Saint-Kilda à Powlett street, dans l'est de Melbourne où il était descendu ; la propriétaire du prisonnier certifierait que celui-ci demeurait dans Powlett street et que la nuit du meurtre il n'était rentré chez lui qu'un peu après deux heures du matin ; enfin, le détective chargé de l'instruction de l'affaire certifierait avoir trouvé un pant appartenant au défunt dans la poche du paletot que le pri-

Chronique Liégeoise

Violent incendie dans un dépôt de tramways.

Un sinistre formidable a éclaté dans la nuit du jeudi à vendredi dernier dans les remises des voitures du dépôt des tramways vicinaux Liège-Barchon, rue Saint-Nicolas, à Saint-Gilles. Vers une heure et demi du matin, un voisin du dépôt, réveillé par un de ses enfants, s'aperçut que des tourbillons de flammes s'échappaient de la remise des voitures.

Escaladant la grille de la cour, il réveilla le chef du dépôt, et tous deux constatèrent qu'un groupe de voitures flamrait. Les hommes de l'équipe de nuit, réveillés en hâte, se dévouèrent aussitôt à circonscrive l'incendie, qui sévissait avec violence et dont on ne pouvait songer qu'à enrayer les progrès.

Le feu s'était précisément déclaré dans l'endroit le plus favorable, aussi les pompiers, accourus en toute hâte, s'employèrent-ils à préserver la salle du bobinage, contiguë au foyer de l'incendie, et où les plus graves dégâts étaient à craindre.

Vers 4 h., ils parvinrent à maîtriser le sinistre. Les dégâts, très importants, s'élevèrent à plus de 200.000 francs. En effet, sept voitures sont entièrement carbonisées, et cinq autres sont fort abîmées. Une grande partie de la toiture a été également anéantie.

On se perd en conjectures sur les causes du sinistre. L'hypothèse d'un court-circuit paraît peu probable, attendu que le règlement enjoint aux ouvriers d'interrompre le courant à l'entrée de chaque voiture en remise.

L'enquête semble indiquer que la cause du sinistre est due à la malveillance. Et cependant les ouvriers n'ont pas à se plaindre de la Société Liège-Barchon qui, récemment encore, a alloué une indemnité de vie chère à son personnel.

Les concours du Conservatoire.

Les concours du Conservatoire débuteront définitivement samedi prochain par la classe de déclamation lyrique. Une séance comportera, paraît-il, l'exécution complète de « Lucile » de Grétry. C. M.

NÉCROLOGIE

Madame Edgard Wolter, née Pauline Paris, et ses enfants : Robert et Charles ;

La famille Wolter et la famille Paris ont la douleur de faire part de la mort de M. Edgard WOLTER, chimiste, décédé à l'âge de 51 ans, après une longue et pénible maladie.

L'enterrement aura lieu le 28 juin, à 4 heures. Réunion à la mortuaire, rue de Salzinnes-les-Moulines, 149.

Chronique Locale et Provinciale

Dans l'intérêt exclusif de la population, nous avons été prendre copie des prochaines distributions de vivres.

Nous cherchons uniquement à remédier ainsi, dans la mesure de nos moyens, à l'étréoussité d'esprit de certains dirigeants ou tout au moins de certains de leurs bureaucrates.

Comité de Secours et d'Alimentation

Bons de pains supplémentaires

La prochaine distribution aura lieu au Garage Francotte, de la manière suivante :

Le 27 juin, carnets A à D

Le 28 » » E à L

Le 29 » » M à Z

— 60 —

Théâtre de Namur

Dimanche 30 juin 1918, matinée à 3 1/2, soirée à 8 h.

LA TOSCA

opéra en 3 actes de Puccini

Location ouverte chez M. Casimir, 13, rue Emile Cuvelier, à partir du 2 juin 1918. — Pour toutes les représentations, les enfants paient place entière.

Prochainement : « Aida », avec le concours de Mmes Storga, MM. Goffin et de Marsy.

SPORTS

L'équipe bruxelloise sélectionnée, participant au grand match Bruxelles-Namur au dimanche 30 juin au Stade des Jeux de la Citadelle, sera composée comme suit :

100 m. : Houben (R. C. B.), Leder (E. S. C.).

400 m. : Morren (E. S. C.), Van den Eynde (D. C. B.).

800 m. : Olfieff (R. C. B.), Morren (E. S. C.).

1500 m. : Van Campenhout (D. C. B.), Olfieff (R. C. B.).

5000 m. : Van Campenhout (D. C. B.), Verri (U. S. G.).

Longueur : Dejoie (E. S. C.), Van de Winden (E. S. C.).

Hauteur : Dejoie (E. S. C.), Weyerbergh (C. S. B.).

Poids : Hubinon (D. C. B.), Weyerbergh (C. S. B.).

Disque : Hubinon (D. C. B.), Weyerbergh (C. S. B.).

Javelot : Hubinon (D. C. B.), Van de Winden (E. S. C.).

800 m. relais : Houben (R. C. B.), Morren (E. S. C.).

Leder (E. S. C.), Van den Eynde (D. C. B.).

4000 m. relais : Theys (C. S. B.), Kestemont (R. C. B.), Beckman (E. P. S.).

Avec un tel lot de champions, nul doute que cette réunion n'obtienne plein succès, si le soleil daigne quelque peu se mettre de la partie.

— 60 —

Jeu de Balle. (Plaine St-Nicolas).

Jeu de Balle. (Plaine St-Nicolas).

ANNONCES

Visitez les Nouvelles Galeries du Grand Bazar Saint-Jean, rue de l'Ange et rue des Fripiers, Namur.

REDINGOTE et GILET en état de neuf, à vendre. Adresse bureau du journal.

A VENDRE 2 cost. jaquettes pr homme (1 gris et 1 noir, état neuf). Adresse bur. du journal. 6417

CHAMBRE GARNIE à louer pour Monsieur seul honorable. S'adresser A. B. C., bureau du journal. 5766

ALTO-VIOLON (Brasch) à vendre. Prendre adresse au bureau du journal. 5175

Musiques à vendre pour orchestre, piano seul, violon et piano, chez M. V. Luffin, rue Rogier, 109, Namur. 5973

Vernis laque noir Vernis lapidifique pour Chaudières Goudron Végétal COLLE 6393

Mastic pour Vitrier MASTIC INDUSTRIEL pr joints de vapeur Eau et Gaz COULEURS INDUSTRIELLES C. P. I. 133, avenue Fonsy, Bruxelles

FERS A CHEVAL FERS — MÉTAUX — TUYAUX Vve Eucher-Gérard et Fils 98, rue Saint-Nicolas, 98, NAMUR 4938

Dame-Pédicure 6581 69, rue Emile Cuvelier

Plâtre ext à fin - Craie lavée moulu PRIX AVANTAGEUX 6364 Albert MOORS, 7, rue Mons, ANVERS

HOLLANDIA remplace le café et la chicorée 3.25 fr. le paquet

L'analyse faite par le Dr A. Dupont, directeur du Laboratoire Médical de Bruxelles, a prouvé que ce produit est exempt d'éléments nuisibles. Pour le gros s'adresser 5837

MAISON HOLLANDAISE 30, rue Saint-Nicolas, Namur

CHÊNES ET SAPINS

SUIS ACHETEUR de grandes parties sur pied ou abattus. Faire offre 6316 19 E. N. 20, rue Gustave Schildknecht BRUXELLES

PIERS en feu les sachets, cornets et rouleaux. 111, rue de la Liberté, Namur

Commune de Maillen

VENTE PUBLIQUE

de BELLE FUTAIE, à Maillen

Lundi 8 juillet 1918, à 2 h., en la salle communale de Maillen. Le Collège Echevinal vendra publiquement :

1. La futaie roissant dans le bois de Maillen de la coupe ordinaire et de la coupe supplémentaire de 1918, divisée en 127 marchés.

Les arbres à vendre sont d'essences chênes, bouleaux, trembles et hêtres. Le plus grand nombre peut être employé dans les mines et le surplus manufacturé en bois de charbonnage. Transport facile non loin d'une gare.

La vente de la coupe ordinaire de 1918 a été autorisée par le Forstamt Dinant, le 14 novembre 1917, n° 5075/17, et de la coupe supplémentaire de 1918 par M. le Kreischef de Namur, le 12 juin 1918, n° 1076/1894.

Des catalogues sont à la disposition des amateurs, chez le garde-forestier Flahaux, à Maillen. 6360 3

Etude de M^e Is. HANOZIN, huissier à Namur

VENTE PUBLIQUE

DE FUTAIE ET BALIVEAUX à Faulx et à Wierde

Vendredi 5 juillet 1918, M de Reul fera vendre publiquement, par le ministère de M^e Hanozin, huissier à Namur, savoir :

1. A 10 h. très précises, au café Pierre Mine, à Faulx, à la vente publique de pins, épicéas et baliveaux, divisés en marchés.

2. A 2 heures, au café Joseph Thibaut, à Wierde, à la vente publique de futaie, baliveaux et beaux mêlés, divisés en marchés. Au comptant. 6418 2

Pour renseignements, s'adresser aux gardes Niget, à Faulx, et Detillieux, à Wierde.

Vente autorisée par lettre de M. le Kreischef de Namur, du 21 juin 1918, n° 1076/12203.

Feuilleton de « l'Echo de Sambre & Meuse »

— 60 —

Le Mystère d'un Hansom Cab

par FERGUS W. HUME

Quand les jurés eurent prêté serment, l'avocat de la couronne se leva pour prononcer son discours d'ouverture des débats.

Comme toutes les personnes présentes ne connaissaient les faits que par des articles de journaux et de vagues rumeurs publiques, qui toutes étaient contradictoires, elles ignoraient les véritables événements qui avaient conduit à l'arrestation de Fitzgerald, et se préparaient, en conséquence, à écouter ce discours avec une profonde attention.</